

# le monde libertaire

## Le nouveau visage des luttes TOUS ENSEMBLE ! TOUS ENSEMBLE ! MAIS POUR QUOI FAIRE ?

IL Y A QUELQUES SEMAINES, *le Monde libertaire* publiait un supplément (1) proposant sur quatre pages un bilan du mouvement social. Naturellement, d'autres, comme nous, à travers des débats, des écrits, tentèrent de comprendre ce mouvement. Ce fut le cas, également, du patronat. Le Conseil national du patronat français (CNPF) consacra la journée du 29 janvier à tirer les leçons de ses deux mois d'agitations sociales. A travers deux notes internes(2) le CNPF analyse, entre autre, que ce mouvement a révélé « des acteurs nouveaux, des forces transversales, susceptibles d'inquiéter et de bousculer organisations et méthodes traditionnelles » (3). La note du CNPF continue de s'inquiéter de la situation du syndicalisme français: « Sur le terrain les anciens clivages sont dépassés. Les "collectifs", faisant fi de toute étiquette syndicale, prennent de court des appareils désarçonnés ». Le regard que porte *le Monde* sur ce séminaire patronal du 29 janvier mérite notre intérêt: « Ils [les patrons] ont été interloqués de voir une sorte de Mai 68 se traduire, le 21 décembre, à l'hotel Matignon, par une victoire des représentants patronaux, qui ont obtenu qu'on n'y parle ni de salaires ni de temps de travail. [...] Le patronat vit, là encore, un paradoxe puisqu'il est contraint de négocier au niveau interprofessionnel, avec des organisations syndicales, tout en sachant qu'en cas d'explosion sociale, au plan national comme au niveau de l'entreprise, il risque de se retrouver devant des "collectifs" ou des "coordinations" inexpérimentés, peu représentatifs d'autre chose que du coup de sang qui les motive et souvent inspirés par des résurgences gauchistes »... Les inquiétudes

du CNPF et celles du journaliste sont fondées, du moins de leur point de vue tout acquis à la cause d'un syndicalisme intégré, de partenariat. Les patrons s'inquiètent du réveil des travailleurs en général, mais surtout de la défiance de la base envers les appareils syndicaux. Ils avouent leurs craintes devant une base de plus en plus en rupture avec ses responsables. Si cette combativité ne peut que nous réjouir, elle amène le CNPF à énoncer cette vieille réalité: il lui faut des interlocuteurs syndicaux responsables, un dialogue social, des partenaires sociaux. Les partenaires, faut-il le souligner, sont des personnes ou groupes associés au même jeu... La vie politique française est marquée par l'absence du Parti socialiste. Nombre d'observateurs ont remarqué l'attitude pour le moins discrète du PS lors du dernier conflit social, de son impossibilité à présenter un plan, une alternative, un projet... Si les observateurs notent cet absence

(suite p. 2)



Paris : manifestation anti-Juppé du 16 décembre 1995. Photo Daniel Maunoury.

### SUR FOND D'INSÉCURITÉ ET DE GRÈVES D'ENSEIGNANTS Ecole : l'Etat parque et contrôle

SEVRAN, Colombes, Aubagne, Le Mans... Télévisions et journaux ont participé à la course aux « violences » des établissements scolaires de banlieue. En y ajoutant des grèves de conducteurs de bus contre l'insécurité, tout a été orchestré pour foutre la trouille au bon citoyen français (parent d'élève de surcroît), afin de lui donner l'envie que cela cesse vite, et donc de justifier des mesures pour restaurer « les valeurs républicaines d'autorité » (Bayrou, sur France-Inter le 7 février 1996). Désormais, les établissements sensibles sont clôturés (bientôt électrifiés ?). Fait bizarre, le surlendemain des déclarations de

Bayrou, France-Inter relayait une agression de la part d'un élément extérieur au collège Anatole-France de Marseille sur un surveillant. La boucle est donc bouclée.

Derrière toute cette campagne sécuritaire, encore une fois l'enjeu pour l'Etat est donc bien le contrôle social, afin d'éviter les débordements des sans-boulot, sans-fric, sans-espoir qui sont désormais des millions et qu'il faut garder sous surveillance.

Certains journaux comme *le Monde*, *Liberation*, *l'Humanité* ont parlé d'un Bayrou aux poches vides de propositions face à des demandes en moyens, par les enseignants concernés. Certes,

mais ses réponses sont loin d'être du vide. La « resanctuarisation » de l'école, sa fermeture concrète et idéologique, la surveillance des élèves par les appelés du contingent ! Tout cela ne nous paraît pas négligeable du tout ! Non seulement ce type de discours proche de celui du FN sécurise, mais il convient parfaitement à beaucoup d'enseignants dits « de gauche » et dits « laïques », pour qui l'école doit être un terrain neutre au nom de l'égalité des chances !

Ce qui est certain, c'est que, comme Vigipirate qui — sous prétexte d'antiterrorisme — sert à mieux contrôler la population en installant une militarisation de la vie quoti-

dienne, l'école jouera encore plus ce rôle, sur les millions de jeunes sans avenir social. D'abord collégiens, l'Etat les parkera, les surveillera (même les fins de semaine, les écoles de banlieue seront ouvertes comme centres d'animation ! Une véritable autogestion du ghetto !). Puis ils effectueront un service national humanitaire sur leur quartier (pions, jardiniers, accompagnateurs de vieux...) et commenceront leur vie de jeunes adultes avec un emploi-ville (environ 4 000 F par mois) dans leur banlieue. Tout cela sous la surveillance de flics encore plus nombreux... Là encore, la boucle est bouclée !

(suite p. 5)

T 2137 - 1031 - 10,00 F



FOP 2520

# Tous ensemble, tous ensemble ! Mais que faire ?

(Suite de la « une »)  
dans le jeu politique... la droite s'en inquiète ! La vie politique, elle aussi, repose sur un partenariat. Sans celui-ci, comment rendre crédible aux yeux des français un système fondé sur le parlementarisme, le débat démocratique et l'alternance ? La classe politique est bien consciente du danger qu'il y aurait à ne pas occuper le terrain... Si sur celui-ci il n'y avait pas deux équipes, les supporters risqueraient de désertier les tribunes !

Les grandes manœuvres à « gauche de la gauche » et les rencontres de celle-ci avec le PC ou le PS ressemblent à la mise en boîte politique du mouvement social. Le cercueil de ce mouvement est pourtant bien dans les urnes et dans la confiance qu'ont peut accorder à des politiciens apprentis ou confirmés. Et si ceux-là parlent volontiers « social » ils n'en cachent pas moins leurs objectifs : la recomposition de la gauche, avec pour chaque formation l'espoir de manoeuvrer au mieux pour sortir gagnant de cette recomposition. « La restructuration de la

gauche est à refaire entièrement. Ce qui est nouveau, c'est que tout le monde en discute. Mais le bouillonnement ne vient pas du PS. Il prend son temps. Si les autres bougent, c'est qu'ils ne peuvent attendre le PS indéfiniment », indiquait Georges Sarre au journal Libération (4).

Et les anarchistes là-dedans ? Justement, nous sommes en-dehors. Pas en dehors du monde, de la société, comme le présente les journalistes trop souvent. Mais bien en dehors du jeu politique. Et résolument avec le mouvement social. Les médias ont largement commenté, souvent de façon malhonnête, « le retour des ans ». Indéniablement, ce mouvement fut marqué par un regain d'intérêt pour l'anarchisme et l'irruption salutaire de l'anarcho-syndicalisme avec la CNT. Les idées et propositions de la Fédération anarchiste rencontrent un écho certain. Et maintenant ? Ils nous faut continuer. Continuer à présenter, proposer le projet libertaire, et en débattre.

Je conclurai en évoquant une image. Lors d'une manifestation, l'une des premières du mouvement à Paris, une jeune fille applaudissait les grévistes qui manifestaient. L'un d'entre eux lui dit que c'était bien d'applaudir, mais qu'il ne fallait pas rester sur le trottoir, qu'il fallait marcher avec eux pour défendre ses droits. La jeune fille répondit qu'elle était au chômage depuis trois ans, et qu'elle n'avait plus de droit à défendre. Elle continua d'encourager les manifestants. Mais elle resta sur

le trottoir... Un petit pas qu'elle n'a pas franchi. Car, en réalité, c'est un fossé qui sépare encore ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent plus. Employé, ouvrier, technicien, syndiqué, non-syndiqué, précaire, exclu, sans-droit, français, immigré, intello, manuel... combien pourrions-nous énumérer de divisions... Le mouvement social a certes ouvert des portes. Des échanges ont eu lieu, c'est indéniable. Combattre ces divisions est une priorité, pour que le fameux slogan « Tous ensemble ! », qui réchauffa tant les cœurs, prennent toute sa dimension. C'est à dire la dimension d'un prolétariat réuni et conscient de sa puissance. Cette prise de conscience passe aussi par le dépassement de l'image quasiment pieuse et mythique d'une classe ouvrière porteuse d'un rôle historique... N'oublions pas que ceux qui lui attribue ce rôle se définissent aussi comme son avant-garde ! Pour dépasser ces divisions, il faut un projet qui puisse rassembler, unir, fédérer, ceux qui ont encore un boulot et des droits à défendre, et ceux qui n'ont plus grand chose à défendre. Tous ont à subir le même monde intolérable. Un monde dont on sait qu'il ne résoudra jamais le problème du chômage, ni ne vaincra la misère, l'ennui... Alors, oui, il faut changer ce monde. Pour cela nous proposons l'anarchisme, la seule solution, à nos yeux, pour en finir avec le capitalisme, cette machine à broyer la vie.

Il y du chemin à faire. Puisque l'on parle distance, il faut parler d'étape. La première serait d'en finir avec les corporatismes. A la prochaine manif, j'aimerais tant que la jeune fille, celle dont je parlais plus haut, ne regarde pas passer la manif. Si elle fait ce petit pas pour la rejoindre, c'est que « tous ensemble, tous ensemble ! » nous aurons fait un grand pas.

LAURENT FOUILLARD

- (1) Disponible à la librairie du Monde Libertaire
- (2) Lire les articles du Monde du dimanche 11 et lundi 12 février : « Le patronat s'inquiète des faiblesses de ses interlocuteurs syndicaux » et « Favoriser la constitution d'un pôle réformiste ».
- (3) Il souligne également « l'irruption des syndicats autonomes », le « réveil des trotskistes », et l'émergence de la Confédération nationale du travail (CNT).
- (4) Libération du lundi 12 février.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

## DOSSIER EMPLOI

### Le regard de l'oppression

Dans le « Pacte de relance pour la ville », récemment présenté, il y a un volet « délinquance ». La délinquance ne relève plus seulement des Affaires sociales ou de la Justice, mais aussi du ministère de la Ville.

La délinquance phénomène urbain ?

A l'époque où se sont développés les bagnes d'enfants (maisons de correction, maisons de redressement), la France était rurale à plus de 70%.

La délinquance phénomène moderne ?

Il y a aujourd'hui 50 000 personnes dans les prisons de France. Ce nombre est quasiment constant depuis un siècle, alors que la population globale a doublé !

De plus, près de 50% de ces personnes sont en attente de jugement. Un bon nombre d'entre elles seront condamnées à une durée égale à la préventive ! En fait, des innocents qu'on ne veut pas indemniser, ou de tout petits délinquants qui auraient « mérité » moins et qui quittent les tribunaux libres, mais avec un casier judiciaire... (« Récidiviste bien connu des services de police », dira-t-on plus tard, quand il aura claqué un vigile pour un vol de poulet, après avoir tiré huit mois de préventive — couverts par une condamnation — pour un vol de cassette à 16 ans.)

Le discours sur l'augmentation de la délinquance n'est qu'un faux alibi pour le renforcement de la force policière de l'ordre social.

Le coût de la « lutte contre le chômage » a été de 285,73 milliards de francs en 1994 (indemnités, formation, fonctionnement des institutions, etc...).

285,73 milliards : (3 millions de chômeurs x 12 mois) = 7 940 francs mensuels par chômeur ! Autrement dit, on dépense près de 8 000 balles par personne et par mois pour leur filer des clopinettes... à condition « qu'ils y aient droit » ! Quoi d'autre que l'ordre moral du travail peut expliquer ce choix politique de gestion ?

En comptant le SMIG au lieu des 7 940 francs, c'est tous les exclus qu'on sort de la galère (environ 6 millions de personnes) !

Et encore ! On pourrait rajouter le coût du RMI ; le coût, c'est-à-dire : indemnités + coût de gestion des dossiers, des dispositifs d'accompagnement, du contrôle, etc. Rajouter également le coût de l'« action sociale » : assistantes, éducateurs, services, gestion, centres d'hébergement, etc... (Par exemple, le coût de fonctionnement d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (sic) est d'environ 10 000 francs par mois par « personne prise en charge »).

Il n'y a que des choix politiques et moraux ! Politiques et moraux, et pas seulement — ou simplement — capitaliste...

Face à ces versions tronquées et truquées de la réalité, qui, ici,

réclament plus d'éducateurs, plus de bus, de classes, de piscines ; qui, là, disent qu'il faut développer les formations, relancer la consommation, travailler moins pour travailler tous...

D'autres, se voulant radicaux, réifient les effets de l'oppression et parlent de subvention spontanée, de contre-culture, de conscience de classe, de réalités incontournables et de justes revendications.

Mais c'est toujours raisonner à partir du regard de l'oppressé, de ses catégories et avec sa logique, qui est celle de sa morale. De la même façon, on nous dit que pour vivre il faudra toujours travailler. En fait, pour vivre, il faut : respirer, boire, manger, dormir.

Parce que des salauds nous ont, violemment et/ou légalement, spoliés les effets de satisfaire librement à ces nécessités ; parce qu'ils ont légitimé cette spoliation par un état qui nous contraint, au prix de notre liberté, à reconnaître cette légitimité comme « Le Droit » ; parce que forts de cette spoliation et de cette légitimation, ils nous obligent au labeur dans leurs propriétés ; parce que nous n'avons plus d'autre choix que de leur racheter les moyens de satisfaire à ces nécessités ; pourquoi nous faudrait-il faire des conséquences de ce quadruple viol, non seulement l'axe central de notre libération, mais encore celui du libre exercice de notre liberté dans la société libérée ?

N'est-ce pas là encore un affligeant exemple de la difficulté à raisonner — et à désirer — hors de l'oppression ?

Etre radical, être subversif, ne consiste pas plus à considérer les effets de l'oppression comme une réalité incontournable que comme une culture, ni même comme un dynamique forcément révolutionnaire.

Ça ne consiste pas non plus à se démarquer, par la surenchère, des Aubry, des Lang, des Jacquards, des Gaillot et autres Renaud, pas plus que de courir au cul des rappeurs et taggueurs qui ne font rien d'autre que de s'isoler, s'enliser, là où les auxiliaires de l'oppression — du flic facho au curé de gauche — veulent les assigner. (Si les banlieues flambaient à nouveau — ce qui ne saurait tarder — ce serait une victoire de l'oppression : pauvres contre pauvres, ghetto dans le ghetto, haine et peur contre une population-cible voulue telle par l'oppressé.)

Etre radical, subversif, révolutionnaire, c'est penser à partir de nos propres catégories, de notre propre regard, de nos désirs, de nos aspirations et lutter pour les mettre en œuvre, ici et maintenant, en porte-à-faux avec la réalité de l'oppression.

JEAN  
(gr. Maurice-Joyeux - Paris)

La liaison FA de  
Sète/Frontignan (Hérault)  
 reprend ses activités.  
 Pour tout contact :  
 Liaison  
 Sète/Frontignan  
 Les Copains d'Abord  
 rue Gabriel-Marcel  
 34110 FRONTIGNAN

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

La gra  
secoué  
sité le  
des cli  
affront  
sein de  
sentée  
logo «  
cats de  
l'orient  
tion, on  
Rail.

DANS  
ouvri  
confédé  
mesurer  
que Mar  
général,  
de la grè  
l'organisat  
lurgie, ass  
et qui ont  
opposition  
F.O. de l  
candidat co

C'est pou  
fractures  
nombreuse  
se souvien  
centrale, p  
générale, a  
appelé à re  
ses syndica  
gnants se m  
actives de  
même Nic  
rapidement  
en ajoutant  
pourrait, d  
dans les tra

CE C  
SYNDIC

L'inflexion  
vers un pseu  
pagnement  
montré qu'i  
d'une orienta  
classes de pl  
date pas d'l  
années de la  
avec l'électio  
d'Edmond  
d'Eugène D  
social-chrétie  
ceux de ses m  
et les reven

#### CHELLES

Le groupe Sa  
24 février à 20  
« Non à la cal  
La soirée sera  
Pierre-Besnar  
Adresse du loc  
de la gare SN

#### MONTPELLIER

A l'Antre an  
Montpellier se  
conférences du  
partir de 20 h 3  
L'Antre anar,

AU LENDEMAIN DU MOUVEMENT SOCIAL DE DÉCEMBRE 1995

# Les fractures de la CFDT

La grande grève de novembre et décembre 1995 n'a pas secoué le gouvernement de Juppé-Chirac et exprimé avec intensité le malaise social. Elle a également transformé quelques-uns des clivages qui divisaient les organisations syndicales en affrontements à Force ouvrière et en cassures à la C.F.D.T. Au sein de cette dernière centrale, la Gauche syndicale, sous-représentée dans les instances de décision, se rassemble autour du logo « C.F.D.T. en lutte » et prépare un journal ; quelques syndicats de cheminots, ayant estimé irréversible et inamendable l'orientation droitiste que Nicole Notat impose à la confédération, ont décidé de sortir et de constituer une organisation Sud-Rail.

DANS QUELQUES SEMAINES, Force ouvrière réunira son congrès confédéral. Chacun pourra dès lors mesurer les conséquences des choix que Marc Blondel, son secrétaire général, a opérés durant les semaines de la grève, choix que l'U.I.M.M., l'organisation des patrons de la métallurgie, assimile à des « louvoisements » et qui ont réussi à cristalliser une opposition réunie autour du secrétaire F.O. de Paris, qui s'est déclaré candidat contre le secrétaire sortant.

C'est pourtant à la C.F.D.T. que les fractures apparaissent les plus nombreuses et les plus profondes. On se souvient que la direction de cette centrale, par la voix de la secrétaire générale, Nicole Notat, n'avait pas appelé à rejoindre la grève alors que ses syndicats ferroviaires et d'enseignants se montraient parmi les forces actives de la lutte ; au contraire, la même Nicole Notat avait déclaré rapidement que la grève devait cesser en ajoutant qu'un service minimum pourrait, dans l'avenir, être organisé dans les transports...

## CE QUE LA GAUCHE SYNDICALE NE PEUT PLUS SUPPORTER

L'inflexion droitiste de la C.F.D.T. vers un pseudo-syndicalisme d'accompagnement — et la récente grève a montré qu'il s'agit de l'affirmation d'une orientation de collaboration de classes de plus en plus affirmée — ne date pas d'hier. Dès les premières années de la décennie soixante-dix, avec l'élection au secrétariat général d'Edmond Maire et la disparition d'Eugène Descamps, la direction social-chrétienne a tenté d'éliminer ceux de ses militants dont la pratique et les revendications s'inscrivaient

dans l'orientation autogestionnaire et de lutte qui avait été adoptée au congrès de 1970. Exclusions, dissolutions d'organismes élus par les syndiqués et de sections syndicales, majorité préfabriquée au cours des congrès, campagne de dénominations d'adhérents dans la presse syndicale ou d'informations, la centrale dont le nom comporte, *a contrario* sans doute, l'adjectif démocratique n'a rien à envier, en matière de comportements bureaucratiques et anti-ouvriers, aux méthodes qu'elle qualifiait, concernant la C.G.T., de stalinienne.

Depuis la dissolution du bureau de l'Union départementale de la Gironde, ou celle de la section des P.T.T. bureaux-gare de Lyon, jusqu'à l'exclusion de ceux qui ont créé Sud-P.T.T. et le C.R.C.-Santé-Social, en passant par le recentrage de 1978 ou l'expulsion des militants responsables de la section syndicale d'Usinor-Dunkerque — désarticulée par la direction confédérale dans le même temps que le P.S. au pouvoir « restructurait » la sidérurgie —, l'histoire interne de la C.F.D.T. n'aura été qu'une sorte de longue quasi-guerre civile menée par les droitiers des instances de direction, s'appuyant sur les secteurs les plus conservateurs de l'organisation, contre une partie des adhérents, porteurs de sensibilités très diverses, se caractérisant tous par une certaine combativité. La confédération qui avait su attirer en son sein les éléments syndicalistes les plus dynamiques issus de Mai 68 s'est ensuite retournée contre eux, illustration tragique de ce malentendu survenu entre des militants d'entreprises, entrés à la C.F.D.T. après 1968 pour construire une centrale syndicale autogestionnaire et révolutionnaire, et les responsables de l'appareil syndical, dont l'ambition se réduisait à n'être

que la troisième composante d'un parti socialiste rénové.

La C.F.D.T. recentrée dès 1978, en conséquence, s'est constituée sur une dynamique de rectifications d'orientation imposées par la direction centrale, accompagnées de luttes internes et d'expulsions — cette dénomination-chasse aux sorcières contre les « gauchistes », les « coucoucs », et autres « moutons noirs » a donné naissance à une étrange pratique — étrange pour un syndicat se prétendant démocratique en tout cas — d'épuration permanente et d'incapacité croissante à tolérer les différences d'analyses, d'opinions et de références philosophiques. En outre, dans le même temps où elle annihilait de plus en plus de secteurs de la gauche syndicale, la direction glissait vers la droite, intégrant dans sa vision du monde les thèmes les plus sclérisés et les plus propagandistes du libéralisme économique, en particulier la croyance en une société de demain où les affrontements de classes auraient disparu, et dans laquelle la conflictualité se réduirait à des oppositions d'individus situés en différents endroits d'un corps social structuré par le marché.

Aujourd'hui, la direction de la C.F.D.T. a achevé sa dérive vers la droite. Elle n'est même plus réformiste. Son syndicalisme d'accompagnement n'est qu'un avatar du syndicalisme jaune du début du siècle. Le refus de participer à la grève, le soutien apporté par Notat au gouvernement et la morgue que cette dernière oppose à toute critique ne pouvait que mettre le feu aux poudres.

## L'OPPOSITION SE DIVISE ET S'ORGANISE

Immédiatement après la fin de la grève, plusieurs centaines de syndicats, sur les deux mille deux cents environ que compte la C.F.D.T., ont mandaté leurs représentants pour exiger de la direction confédérale la tenue d'un congrès extraordinaire — y compris ceux de la puissante fédération des Transports et de l'Équipement, très engagée dans le conflit de décembre.

Cette demande a été repoussée, par plus de 80% des mandats, lors de la

réunion, fin janvier, du conseil national ; instance qui réunit, comme à la C.G.T., les secrétaires de fédérations et d'unions départementales avec la commission exécutive élue par le congrès. L'orientation majoritaire a été confirmée ainsi que le soutien que Notat a apporté au gouvernement.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la direction de la C.F.D.T. avait dénoncé nominativement dans la presse, quelques jours avant le conseil national, quelques-uns de ses militants comme « gauchistes », etc. ; elle avait également « mis sous tutelle », concept extravagant dans une organisation prétendument fédéraliste, l'Union locale de Lille et le S.G.E.N. Paris.

Est-il encore possible d'inverser la tendance droitiste ? Est-il encore possible de débattre d'orientation dans la C.F.D.T. ? C'est ce que semble croire quelques-unes des organisations de l'opposition, celles qui entendent continuer, jusqu'au prochain

conseil national au moins, le combat pour un congrès extraordinaire.

Pourtant, des clivages apparaissent aujourd'hui au sein de la Gauche syndicale. De nombreux militants des entreprises reprochent aux dirigeants de l'opposition de tenir avec plus de fermeté à leur poste de permanent qu'à une orientation concrète de lutte contre la bureaucratie confédérale et le patronat. C'est pour concrétiser cette préoccupation que, à la suite du Syndicat des cheminots de Paris-Sud-Est, des organisations de la C.F.D.T. ont décidé de se désaffilier pour donner naissance à un regroupement Sud-Rail. Paris-Saint-Lazare, Paris-Nord, Rouen ont déjà sauté le pas ; des débats s'organisent à Nancy-Metz, Clermont-Ferrand, Chambéry, Bordeaux et Nantes.

Dans un prochain article, nous essaierons d'examiner les possibilités de développement de ces diverses initiatives.

JACQUES TOUBLET

PARIS 18<sup>e</sup>

## Tous ensemble, continuons la lutte

L'originalité du mouvement de décembre, ce sont les contacts établis entre les salariés des différents secteurs professionnels et avec les chômeurs. Ces contacts ont de toute évidence manifesté une volonté d'échapper au corporatisme et à l'individualisme. Le besoin et la nécessité de penser avec les autres, grâce aux autres, et cela malgré les divergences et les appartenances.

Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, en particulier, la mobilisation commune a été très forte (des antécédents de lutte l'ont aidée, il est vrai).

Cette mobilisation, il faut maintenant en faire quelque chose.

• C'est pourquoi, nous formons un collectif. Ce collectif ne veut pas se substituer aux organisations existantes. C'est un moyen de liaison, un lieu où circuleraient des informations. Une manière de rester en mouvement, d'agir ensemble et d'être solidaires.

• La lutte de décembre a montré que le temps de la passivité et des éclatements corporatistes était révolu. Il faut maintenant, tous ensemble, reprendre l'offensive.

• Le lutte prolongée et dure des tramonts de Marseille (contre les différences de statuts imposées par la direction) a prouvé qu'on peut gagner quand on est déterminé.

• De même, il y a deux ans, sur la Goutte-d'Or, une mobilisation continue et déterminée a prouvé qu'on pouvait obtenir une création d'école.

Les mesures gouvernementales actuelles frappent encore les plus démunis :

— le chômage s'aggrave. Les jeunes ne trouvent que des sous-emplois dans le meilleur des cas ;

— les sans-logis sont de plus en plus nombreux. Et pourtant les expulsions continuent ;

— les immigrés sont de plus en plus exploités (par le patronat, par le chômage, par le plan Vigipirate, par la politique d'urbanisme et de logement, par les lois Pasqua...).

Dans le privé comme dans le public, les conditions de travail se dégradent, les situations précaires se multiplient et les prélèvements sur les salaires augmentent.

Tous ensemble, luttons contre les choix qu'impose la politique ultra-libérale menée ces dernières années par les différents gouvernements.

Dans ce collectif, il y a des chômeurs, des précaires, des salariés de la RATP, de la SNCF, du SERNAM, de l'Éducation nationale, de la Poste, des Télécoms, d'Alstom... Certains sont syndiqués, d'autres pas. D'autres collectifs existent à Paris (dans le 13<sup>e</sup> arrondissement).

Prochaine réunion du collectif : **jeudi 29 février, à 19 heures, au SERNAM, 61, rue de la Chapelle, 75018 Paris.**

Texte transmis par le groupe LOUISE-MICHEL (Paris 18<sup>e</sup>)

## RENDEZ-VOUS

### CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise, le samedi 24 février à 20 h 30, une réunion-débat ayant pour thème : « Non à la calotte, défendons l'IVG ». La soirée sera animée par Héléne Hernandez du groupe Pierre-Besnard. Adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).

### MONTPELLIER

À l'Antre anar, les permanences du groupe FA de Montpellier se tiennent le mercredi, de 16 h à 18 h, et les conférences du « Café libertaire » ont lieu chaque jeudi, à partir de 20 h 30.

L'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier

### PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une bouffe conviviale (amenez votre pique-nique !), qui sera suivie de la projection d'un diaporama sur l'anarchisme et de celle du film de Michèle Rollin, *La Rue nous appartient*, le lundi 26 février, à 19 h 30, au local **La Rue, 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche), 75018 Paris.**

### VALENCE

Le groupe La Ruhe de la FA s'est créé dans la région de Valence. Une table de presse est tenue chaque premier dimanche du mois au marché aux puces de Valence. Pour contacter La Ruhe, adressez-vous provisoirement à : **Groupe La Ruhe c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.**

L'AFFAIRE MAKOMÉ OU LA BAVURE ANNONCÉE

# C'est arrivé en face de chez moi, ça peut arriver près de chez vous !

**A PRES QUATRE JOURS de procès, l'inspecteur « Machin » a été condamné à huit ans de prison ferme. Est-ce peu ? Beaucoup ? Est-ce vraiment là l'essentiel ?**

Il y a presque trois ans, Makomé, un jeune zairois de 17 ans, prenait une balle dans la tête au cours d'une garde à vue. « Bavure ! », disent les pouvoirs publics, qui depuis ont chargé au maximum l'inspecteur en question. Assassinat dû aux circonstances, répondent certaines organisations antiracistes. Il est vrai que l'arrivée de Charles Pasqua incitait à la bavure permanente, en pardonnant et comprenant les forces de l'ordre coupables de brutalité. Et si cet événement dramatique, digne des misérables, n'était que la partie visible d'un iceberg répressif.

## Des pratiques constantes et antérieures à Pasqua

Pour habiter en face du commissariat depuis un certain temps, il est clair que la bavure « Makomé » n'a pas été une surprise. Des informations (non confirmées avant) circulaient dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Tabassages, injures, fausses exécutions... il valait mieux éviter Les Grandes Carrières. Tout le monde savait que le syndicat proche du FN y était majoritaire. Depuis longtemps, la gauche au pouvoir (Jospin a été député du 18<sup>e</sup>) appliquait une politique sécuritaire — contre l'avis des réseaux associatifs — pour plaire aux classes moyennes et aux petits commerçants.

Les organisations antiracistes partageaient quelque peu, y compris face aux commerçants maghrébins demandant plus de flics pour chasser les Blacks... qui sont « tous des voleurs » !

Face à des agressions racistes constantes, face à un quotidien fait d'humiliations, d'insultes, la mort de Makomé a servi d'exutoire à la rage trop longtemps contenue. Ceci explique en partie la violence spontanée qui a surgi pendant trois jours. Ce qui s'est passé le 6 avril 1993 aurait très bien pu arriver avant ou après. Si c'est Compain qui a appuyé délibérément le révolver sur sa tempe, Makomé a été avant tout victime de la logique d'institutions répressives (police, justice...) soutenue et voulue par la gauche et la droite confondues.

## Chômage, logement, misère, politique sécuritaire

La politique sécuritaire menée dans notre quartier n'est pas le fait du hasard. Incapable de trouver des réponses sociales satisfaisantes à la misère, aux logements vétustes, à l'immigration, les politiques — tant à l'échelon local que national — ont accentué leurs actions sécuritaires et la mise en avant de boucs émissaires. Le 18<sup>e</sup> a un taux de chômage très élevé. Il y a 8 000 demandes de logement en souffrance à la mairie. Le nombre de familles vivant en marge de la légalité « républicaine » est énorme. Que faire ? Les pouvoirs en place ont trouvé : on fait quadriller l'arrondissement par des policiers en arme ; on expulse les pauvres, puis on rase les quartiers ; on ferme des écoles dans ces endroits, pour en ouvrir là où l'on vote bien ; au besoin, on dénonce les parents qui ne sont pas en règle...

## Une réponse globale : le collectif de vigilance et de solidarité

A cette logique, il fallait répondre de manière cohérente. En 1994, une dizaine d'organisations antiracistes (LDH, MRAP, Ras l'Front), d'associations du quartier (Accueil et Promotion, 18<sup>e</sup> Parallèle, Habiter au quotidien, AC I), d'organisations politiques (FA, les Verts, LCR) et des individus ont constitué un collectif. Un réseau plutôt, intervenant à chaque fois le plus rapidement possible sur des problèmes d'arrestations illégales, d'injures, d'expulsions... Il est clair que toutes ces organisations n'ont pas les mêmes opinions, quelquefois les discussions sont animées, mais il est tout aussi clair que personne n'a pu faire mieux et que la gestion d'une commune ne se fera qu'avec tous. Ce collectif (futur soviet du 18<sup>e</sup> ?) a mené des campagnes dans le quartier contre les fous de Dieu, en faveur de réquisitions de logements (cf. ML de janvier et février). Il a organisé des manifestations contre les politiques sécuritaires des élus ; il a soutenu les grévistes du 18<sup>e</sup> arrondissement en novembre-décembre 1995 ou encore les parents d'élèves pour l'ouverture



d'une école dans le quartier de La Goutte-d'Or. Bref, nous avons inscrit nos actions dans le quotidien des habitants, en prouvant qu'il est possible de créer des solidarités, d'être vigilant quotidiennement. En prenant les devants, les habitants pourront ainsi, peut-être, éviter le pire (une bavure mortelle) et se construire un autre futur dans le 18<sup>e</sup>.

Pour joindre le collectif, laissez un message au 42.54.01.01, le répondeur est relevé deux fois par jour.

WALLY  
(gr. Louise-Michel - Paris)

# NOUVELLES DU FRONT

## ETIENNE HÉRAUD EN PRISON

Le 15 novembre 1995, Etienne Héraud, objet de conscience de Bergerac, comparait devant la cour d'Appel de Bordeaux pour désertion. Ce procès faisait suite à un premier jugement qui avait condamné Etienne, le 18 novembre 1994, à deux mois de prison fermes. Ce nouveau procès fut



de réaffirmer qu'il considérait « être quitte de ses obligations envers le Service national » et de « refuser l'amnistie », sous condition de réintégrer le Service, mesure proposée par le Président de la cour d'Appel, en début de séance. Après le témoignage d'Yves Dauriac, Président de la Ligue des droits de l'Homme d'Aquitaine, qui réaffirmerait son soutien aux objecteurs-déserteurs, en déclarant que « la double durée de service, qui leur est imposée, est en opposition aux principes de la liberté d'opinion et contraire aux droits de l'Homme » ; ce fut le tour de l'avocat de la défense, Maître Delthil, de dénoncer cette « discrimination qui va à l'encontre de textes supranationaux ratifiés par la France » (Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU, Conseil de l'Europe...) et de demander en toute légitimité la « relaxe pure et simple » d'Etienne.

Un avis qui ne partageait pas l'avocat général, considérant qu'Etienne était bien coupable de désertion, et qui demandait cinq mois de prison fermes.

Le verdict a été prononcé le 24 janvier : deux mois de prison, soit la confirmation du premier jugement. Etienne s'est immédiatement pourvu en Cassation.

Nous ne pouvons pas accepter que, dans un pays se disant démocratique et, de plus, « terre des droits de l'Homme », l'on puisse condamner une personne pour ses opinions. C'est pour cela que le Comité de soutien à Etienne Héraud appelle toutes les personnes et organisations sensibles aux droits de l'Homme à amplifier ses revendications, qui demeurent les mêmes depuis plus de deux ans :

- l'arrêt immédiat des sanctions passées, présentes et futures, à l'encontre des objecteurs de conscience « déserteurs » au bout de dix mois de service ;
- l'égalité de durée des services objeteur et militaire, soit dix mois.

COMITÉ de SOUTIEN à ETIENNE HÉRAUD  
(tél. : 53.29.85.69 ou 53.58.21.10)

## PROCÈS EN APPEL A NÎMES

# Solidarité avec Nadia Kurys

En janvier 1994, Nadia Kurys, présidente du MRAP d'Aubenas (Ardèche), dénonçait dans une lettre adressée au Procureur de la République « l'inertie des services de police », dans le cadre d'un dépôt de plainte pour injures racistes et agression physique. Ces faits avaient aussi été évoqués lors d'une réunion de la cellule départementale contre le racisme qui se réunit à la cellule.

Suite à quoi, le commissaire directeur départemental des polices urbaines de Privas poursuivait Nadia Kurys pour « diffamation calomnieuse ». Cette affaire a été jugée par le tribunal de grande instance de Privas le 1<sup>er</sup> mars 1995, qui a prononcé la relaxe. Mais le préfet et le parquet de l'Ardèche ont fait appel.

Cette décision fera l'objet d'un jugement le vendredi 23 février, par la cour d'appel de Nîmes.

Cette affaire met bien en évidence la criminalisation que l'Etat entend faire peser sur toute notion de solidarité. Aujourd'hui, mener une activité anti-raciste, dénoncer les centres de rétention, s'opposer aux expulsions d'immigrés, se solidariser avec des victimes de « bavures », donner asile à des persécutés politiques... est passible de peines de prison. Le racisme institutionnalisé triomphe, le Front national voit appliquer son programme...

Il est important de noter l'ambiguïté de ces cellules départementales contre le racisme créées par Pasqua, qui ne constituent en fait que de simples faire-valoir humanistes pour l'Etat républicain. Car dans le même temps, les administrations, qui y siègent, appliquent avec zèle une législation toujours plus restrictive à l'égard des étrangers et des demandeurs d'asile. Et que dire des associations (LDH, MRAP, LICRA...) qui y participent, ignorant ainsi ces pratiques d'expulsions et de racisme d'Etat ?

Autre dimension de cette triste affaire concernant Nadia Kurys, le fait que la police s'estime intouchable. Au nom de quoi ? Les forts scores aux élections professionnelles des syndicats liés au Front national sont là pour nous démontrer, si besoin était, que le racisme est une notion étrangère aux porcs policiers.

Les groupes du Gard et de l'Ardèche de la Fédération anarchiste invitent leurs sympathisants et amis à venir nombreux témoigner leur solidarité à Nadia Kurys lors du rassemblement prévu le vendredi 23 février 1996, à 8 h 30, devant le palais de justice de Nîmes.

Contre l'Etat, son racisme et son ordre policier, affirmons notre solidarité et notre désir d'un monde sans frontières !

DANIEL (groupe du Gard)

Le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de Grenoble et l'Atelier de création libertaire de Lyon vous proposent :

## « LA CULTURE LIBERTAIRE »

Colloque international  
GRENOBLE

21, 22 et 23 mars

Université Pierre-Mendès-France (Grenoble II)  
Département de sociologie

# Ecole : l'Etat parque et contrôle

(suite de la « une »)

Mais revenons un peu à nos « violences » d'école, pour constater que chacun, à gauche comme à droite, en reconnaît les causes : la misère sociale, le chômage. Ce consensus idéologique a un but précis : nous installer dans la fatalité, nous faire gérer, en positionnant bien sûr, ce phénomène. « Structurel, pas conjoncturel ! » qu'il est le chômage, dit Seguin, en découvrant cela, paraît-il. Côté réaction à gauche, peu de surprise. Le PS reste fidèle à lui-même, par son silence ou ses opérations stupides et démagogiques (les 1 000 et un pions de Jack Lang !). Le PC s'agit à sa manière.

L'Humanité du 7 février y consacre sa première page et trois autres à l'intérieur ! Tout cela mérite notre attention, vu que ce parti se propose d'être l'alternative progressiste. Tout d'abord, le titre de sa une : « Ces écoles qui refusent la violence »... Très Paris-Match donc, enfonceant un peu plus le thème de l'insécurité dans la tête du lecteur... Suit l'interview d'un député PC qui, après le rappel du chômage massif, en appelle à Bayrou pour un collectif budgétaire afin de créer des postes...

On continue par un compte-rendu de la grève des professeurs du collège de Colombes. Ils sont, c'est clair, fatigués, démoralisés et veulent de meilleures conditions de travail... La dernière page est de loin la plus intéressante. Elle donne la parole à un président d'un tribunal pour enfants, un sociologue et à L. Weber, secrétaire national du SNES (FSU) pour les profs. Le titre à lui seul donne le ton : « Quand l'institution est respectable, on ne la casse pas ».

Mais que veut donc dire pour ces messieurs le mot respectable ? Pour le sociologue, « c'est prendre plaisir à apprendre à reparler emploi, diplôme même si l'avenir n'est pas rose » (On fait semblant de...). Bravo, la pédagogie mensongère ! Weber, lui, propose une école avec des formations adaptées à chacun et d'aider les jeunes à se situer. (Merci, mais ils ont compris tout seuls ce que leur propose le libéralisme !).

Le juge, lui, conseille (comme le plan de relance de la ville) d'ouvrir les écoles en fin de semaine, les vacances, pour en faire des centres de loisirs (cela se fait d'ailleurs depuis longtemps dans des banlieues) et il en appelle au préfet, grand coordonnateur de l'Etat, pour gérer cela.

Weber conclut l'article en réclamant plus de moyens et l'interven-



tion de tous, parents, professeurs, élèves, ministère de l'Education, mais aussi de l'Intérieur et de la Justice ! Bayrou reprend d'ailleurs ces belles paroles le 11 février 1996 dans une interview donnée au Journal du Dimanche.

Tout cela est édifiant et révélateur de la « mutation » du PC. Il veut des aménagements pour gérer la crise, mais de vrais aménagements ! « Une bonne discrimination positive », comme dirait Raoult ou Gaudin.

Seul le petit édito de l'Humanité rappelle que d'autres choix de société seraient possibles, dans un langage humaniste au possible, sans jamais parler bien sûr des moyens pour renverser le système existant. Mais le fin lecteur préparera son bulletin de vote PC pour 1998...

Le « communisme nouveau » de Robert Hue a une robe rosâtre et un goût de déjà vu !

Que les choses soient bien claires. Nous ne nions pas les tensions qui règnent dans les collèges de banlieue. Certains camarades, enseignants ou surveillants, les vivent quotidiennement. Mais en tant qu'anarchistes, ne nous trompons pas de cible... et pas question des solutions de gestion à un système qui engendre la violence et la justifie.

Car la vraie violence, répétons-le, c'est celle du capitalisme et celle de son serviteur l'Etat ! Pas celle des jeunes des banlieues, victimes de la misère sociale grandissante, et organisée sciemment par la bourgeoisie.

Dernier point : il suffirait donc que Bayrou lâche des postes, réduise les effectifs à 25, pour que tout aille mieux à l'école ?

Le syndicalisme enseignant s'est enfermé dans le corporatisme depuis longtemps. Il défend seulement l'existant (et encore...).

Mais n'importe qui voit bien les limites des revendications sur les

moyens. Depuis cinq ans, il existe des ZEP (Zones d'éducation prioritaires) dans les banlieues, qui disposent de moyens relativement corrects. Certes l'ambiance, le boulot sont plus agréables pour tous, mais où est le résultat tangible sur la sortie professionnelle des jeunes ? Chômage et « délinquance » n'ont cessé de croître dans ces endroits ! Alors arrêtons de nous prendre pour des idiots. Après les ZEP, le ministre, avec plus ou moins l'accord des syndicats enseignants, va même créer des super ZEP ! La connerie n'a pas de limites, hélas...

La démocratisation de l'école, l'égalité des chances, les formations adaptées, tout ce verbiage s'écrase devant la réalité des inégalités économiques et sociales.

Non, nous n'acceptons pas que l'école embrigade encore plus la jeunesse, que l'Etat la mette aux bottes du patronat et des flics...

Oui, la destruction du système capitaliste, étatique, est plus que jamais l'affaire de tous pour sortir de cette démocratie blindée, barbarie au visage humain...

**RENÉ DATRY**  
et **JÉRÔME JOUVENET**  
(Réseau éducation - Lyon)

A l'heure où nous écrivons ces lignes, Juppé vient de faire connaître la tenue prochaine d'un « sommet violence scolaire » auquel participeront professeurs, associations de parents d'élèves, syndicats enseignants, directeurs de chaînes de télévision. Nous en tirons les conséquences suivantes : par médiatisation (et manipulation ?) du phénomène, l'Etat remet une couche de délire sécuritaire, étude les chiffres catastrophiques du chômage et récupère dans son camp tous les « laïcards » qui remettent en selle l'Etat providentiel.

**RENÉ et JÉRÔME**  
(Réseau éducation - Lyon)

## A LA PETITE SEMAINE

### Révisionnisme

Tout le monde connaît cette photographie, retouchée pour les besoins de l'Histoire, montrant un Lénine haranguant les foules mais ne montrant pas un Trotski devenu gênant et gommé du paysage par un habile faussaire. L'intégralité de la production stalinienne officielle est à cette image et, s'agissant des révolutions russe et espagnole, par exemple, on a pu vérifier mille fois, sous la plume de communistes assermentés ou assimilés, la facilité avec laquelle nombre d'acteurs importants de ces événements disparaissaient de la scène comme par magie.

Régulièrement, des « historien » libéraux ou marxistants, spécialistes de ces mêmes périodes révolutionnaires, sont venus apporter un petit coup de pouce à ces falsifications

sinistres. Ainsi, Makhno demeure aujourd'hui encore, dans leurs écrits, l'Arlésienne de l'Ukraine insurgée, et le conflit espagnol en est toujours réduit à un simple face-à-face droite-gauche, démocratie contre fascisme, sans collectivisation encombrante ni fâcheuse présence libertaire.

A l'Humanité ou au Monde diplomatique, les gardiens de ce tripotage sordide devenu Histoire sacrée, estampillée et intouchable, nous semblent du révisionnisme. Il est à la fois plaisant et odieux de les voir s'indigner devant la « disparition » des chambres à gaz dans certains écrits quand ils n'ont jamais cessé pour leur part de nous faire passer à la trappe.

FLORÉAL

## ASSOCIATIONS

### MONTPELLIER : CONCERT DE SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS DES MANIFS ANTI-JUPPÉ

Le Comité de soutien aux emprisonnés organise un concert de chansons francophones à La Gerbe, 19, rue Chaptal, à Montpellier, le 22 février, à partir de 19 h.

Max Boyer et Yvan Grégoire chanteront du Brassens, Ferré, Couté et Les Mamelles du Destin chanteront du Boby Lapointe.

Entrée : 50 F (étudiants et chômeurs : 30 F).

### PARIS : RENCONTRE DE « LA BONNE DESCENTE »

Vendredi 23 février, 20 h : troisième forum sur le mouvement social, avec la participation d'acteurs syndicaux ou non.

La Bonne descente, 64, rue Rébeval (M<sup>e</sup> Belleville), 75019 Paris.

### PARIS : « JUSTICE ET SOCIALISMES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE »

Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales : séminaire Justice et socialismes dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le vendredi, de 18 h à 20 h, au Centre Raymond-Aron, 105, boulevard Raspail, 75006 Paris (3<sup>e</sup> étage, salle 11).

• 23 février : Thierry Mennelle : « Economie politique et justice. Proudhon et Walras ».

### PARIS : COLLECTIF AUTOGESTIONNAIRE DANS LE 20<sup>e</sup>

Un collectif autogestionnaire, animé par des militants de la FA et de la CNT, s'est créé dans le 20<sup>e</sup>.

Permanence : dimanche, de 17 h à 18 h 30, au 33, rue des Vignoles (M<sup>e</sup> Arvon ou Buzenval), 75020 Paris. On peut également contacter le groupe Alliance à la librairie du Monde Libertaire.

### EXPOSITION à la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE (145, rue Amelot, M<sup>e</sup> Oberkampf, 75011-Paris) du 8 au 22 mars « Du sexisme ordinaire Impressions sur papier »

A partir des médias écrits (quotidiens, revues professionnelles, catalogues, presse féminine, affiches..., regards portés sur les femmes et les hommes par des journalistes, des photographes, des graphistes, des publicitaires, à travers des photos ou dessins ou mises en page.

Images proposées, stéréotypes imposés. Au Moyen-Age déjà. Images de femmes dans les médias. Affichées, promotionnées, consommées. Apartheid social. Corps confisqué, corps voilé. Riche ou pauvre, vulgaire ou sophistiquée : toujours le même message...



D'après Rémi Mahagrey. Libération - 25/26.11.95

Exposition réalisée par des Anarcha-féministes de la FA

LILLE : SAMEDI 9 MARS  
Manifestation à l'appel des enseignants et des parents d'élèves contre les projets de Bayrou pour la rentrée scolaire de septembre 1996.  
Rendez-vous à 15 h, boulevard J.-B. Lebas (présence CNT).

ISRAËL - PALESTINE

# De l'assassinat d'Yitzhak Rabin aux élections palestiniennes

Les médias ont largement répercuté des déclarations d'Israéliens choqués par l'assassinat de Rabin, le 3 novembre 1995, parce que, disent-ils, la tradition veut qu'« un Juif ne tue pas un Juif », ce qui est évidemment parfaitement contraire à la réalité historique, la fondation de l'Etat d'Israël, pour ne parler que d'elle, étant remplie de meurtres entre factions rivales au sein de la communauté juive elle-même. On passera sur l'implicite d'une telle idée : si un Juif ne doit pas tuer un Juif, qu'en est-il pour les autres ?

LA GUERRE des Six jours avait déclenché l'extrémisme nationaliste en Israël. Les Juifs religieux virent la main de Dieu dans la libération d'Israël de ses ennemis arabes, dans la restauration de l'unité de Jérusalem et dans la conquête de la rive Ouest, la terre biblique de Judée et de Samarie, où le judaïsme a ses racines.

Après la guerre se développa le mouvement qui établit plus de 100 colonies avec quelque 120 000 colons. Une nouvelle sorte de fanatisme apparut, qui mêla la ferveur messianique et le nationalisme, à tel point que même Shamir trouvait cela dangereux.

Des fanatiques apparurent, tels le rabbin Meir Kahane, qui prêchait la haine des Arabes mais qui gardait ses discours les plus violents contre les Juifs eux-mêmes. Tout Juif qui s'opposait à la souveraineté d'Israël sur la terre biblique était un traître et méritait la mort.

Certains politiciens israéliens montrent de l'admiration pour les extrémistes religieux, d'autres réclament simplement leurs voix. Yitzhak Rabin les haïssait et ne s'en cachait pas, tout en les utilisant. Ils avaient cependant fini, à ses yeux, par devenir une menace pour le processus de paix, mais aussi pour le pays lui-même.

Avant l'Intifada, les colons avaient tenté d'obtenir un droit de regard sur toute décision relevant de la sécurité. Ils voulaient en fait pouvoir dicter à l'armée les opérations à mener dans les territoires occupés. Rabin ne voulait même pas en entendre parler. Les relations entre colons et Rabin ont toujours été extrêmement mauvaises. Les colonies de peuplement étaient pour Rabin une charge supplémentaire en matière de sécurité.

Les colons le considéraient comme un traître parce qu'il envisageait de se retirer de certaines parties de la rive Ouest, que « Dieu avait donnée » à Israël. Des rabbins extrémistes l'accusaient d'être un assassin pour vouloir faire la paix avec les

Palestiniens. Lors d'une manifestation de la droite israélienne, on vit un poster représentant Rabin avec un nez crochu et du sang s'en écoulant. Une autre fois on le vit en uniforme SS.

Benjamin Netanyahu, leader de l'opposition de droite, déclara que Rabin avait été tué par un fou. Voire... L'acte de l'assassin était dans la logique du discours de la droite — pas seulement de l'extrême droite — depuis des mois. Ce meurtre se situe aussi dans la logique de la droite israélienne qui veut que les idées politiques soient commandées par Dieu : J'ai agi selon la volonté de Dieu, je n'ai pas de regret, déclara l'assassin à la police.

Yitzhak Rabin était le ministre de la défense qui avait ordonné de casser les bras et les jambes des Palestiniens qui jetaient des pierres. Mais il avait sans doute compris que le recours permanent à la force pour maintenir une population en sujétion contribuait à corrompre Israël.

Depuis un moment, déjà, des observateurs avaient fait remarquer la déchéance morale qui résulte, chez les soldats, d'actes de violence continue exercés à l'encontre de populations civiles.

Un groupe de réservistes fut ainsi reçu un jour par le président israélien Chaim Herzog. Ces hommes venaient de servir en Cisjordanie et racontèrent que l'occupation les forçait à la violence, « et à travers eux la société israélienne tout entière », et qu'elle « risquait de se faire au prix de leur propre humanité » : ces hommes considéraient que « l'oppression faisait payer un tribut bien lourd à ceux qui en étaient les exécutants ». [...] « Mais le sentiment le plus poignant, disent les deux journalistes qui relatent le fait, c'était leur crainte de sombrer dans une espèce de torpeur morale [...] »

Rabin était moins un « partisan de la paix » qu'un politicien réaliste qui avait compris que la société israélienne avait atteint sa limite dans l'effort d'occupation et dans la répression qu'elle

imposait aux Palestiniens. En cela, il a un point commun avec Gorbatchev. Ce n'est pas un hasard si c'est l'ancien chef du KGB qui a mené la transformation du pays, car il était bien placé pour avoir les vraies informations sur la situation. Il en est de même pour Rabin, qui était en même temps le seul à pouvoir limiter la casse en donnant l'illusion qu'il faisait des concessions, sans pratiquement rien céder. La droite et l'extrême droite israélienne sont sans doute trop stupides pour avoir compris cela.

Pour comprendre comment Yitzhak Rabin a pu être assassiné par un membre de la communauté juive d'origine yéménite, un retour en arrière s'impose.

Le projet sioniste d'Etat juif en Palestine était un projet essentiellement ashkénaze, c'est-à-dire qui concernait les Juifs d'Europe. Le ministre de l'intérieur israélien déclara en 1948 : « Il faut se rappeler que le sionisme a été créé pour résoudre les problèmes des Juifs d'Europe » (Yemini B.D. « Ils ne conviennent pas au rêve sioniste », *Politica*, mai 1988 [en hébreu] — cité par Maurice Jacobi.)

Avant la création de l'Etat d'Israël, les Juifs orientaux n'étaient pas considérés comme bienvenus par les sionistes. Lorsque des pogroms éclatent en Irak, au début des années 20, puis en 1942, les Juifs de ce pays se voient refuser l'entrée en Palestine par l'Organisation sioniste mondiale.

Il y eut une exception en 1936 : lorsque les Palestiniens organisèrent une grève générale, on permit à 15 000 Juifs yéménites de venir remplacer les ouvriers palestiniens dans les orangeaies des propriétaires juifs.

Aujourd'hui, les Juifs orientaux représentent une large majorité de la population d'Israël. Les premiers dirigeants sionistes s'attendaient à voir déferler en Israël les Juifs d'Europe. En fait très peu s'y installèrent : entre mai 1948 et le début de 1950, 160 000 ashkénazes seulement immigrèrent, et la plupart parce qu'ils ne pouvaient aller dans la plupart des pays occidentaux, dont les portes leur étaient fermées.

Le changement de la politique du gouvernement israélien a donc été imposé en 1949 par l'absence d'enthousiasme des Juifs d'Europe et d'Amérique à

émigrer en Israël, et par le besoin de fournir, d'une part à l'armée la masse des soldats nécessaires à la politique militaire du pays, d'autre part à l'économie le petit personnel d'encadrement d'un prolétariat constitué essentiellement de Palestiniens (et aujourd'hui de plus en plus constitué de ressortissants du tiers monde, Philippines, etc.).

Ces Juifs orientaux, dont le mode de vie était trop proche de celui des Arabes, étaient venus avec leur clergé. Leurs rabbins prônaient pour la plupart la coexistence avec les musulmans. Ils constituaient donc pour des hommes comme Ben Gourion et les autres dirigeants sionistes un obstacle à la transformation de ces nouveaux immigrants en chair à canon pour les projets expansionnistes de l'Etat. La plupart de ces rabbins furent donc démis de leurs fonctions, et ceux qui furent maintenus — payés avec un salaire inférieur de moitié à celui des rabbins ashkénazes — furent placés sous l'autorité du Ministère des cultes dirigé par des rabbins ashkénazes fanatiques et ultra-nationalistes. Une nouvelle génération de rabbins d'origine orientale fut ainsi formée à la haine des Palestiniens, avec plein salaire, cette fois.

Le quadruplement du territoire israélien en 1967, après la guerre des Six Jours, va poser le problème de l'occupation de l'espace ainsi acquis, dans la perspective de son futur rattachement à Israël. Le mouvement des kibboutz était en crise, les pionniers ne se bousculaient pas. L'installation de milliers de Juifs arabo-orientaux sur les terres fertiles conquises aux Palestiniens en Cisjordanie n'était pas envisageable. Une nouvelle formule fut trouvée : on implanta des colons ashkénazes fanatiques religieux, dont le projet n'était pas la production agricole, mais l'occupation de la terre et le contrôle de la population palestinienne.

Quelques étapes marquent cette évolution :

- 1968 : colonisation, par les travailleurs, de l'ancien quartier juif de Hébron et création de l'implantation ultra-orthodoxe de Kyriat Arbah. C'est là que vivait Baruh Goldstein, qui massacra le 25 février 1994 trente musulmans au tombeau des Patriarches. Bien d'autres implantations de ce type existent en Cisjordanie.

- La création de colonies ultra-orthodoxes se multiplia considérablement à partir de 1977 après la prise du pouvoir par le Likoud de Menahem Beghin, puis de Yitzhak Shamir. Les colons, armés, font régner la terreur chez les Palestiniens.

Alors que les kibboutz contribuait au moins pour une part à l'alimentation de la population israélienne, les colons d'aujourd'hui sont dans une position totalement parasitaire : ils ne vivent que par l'argent occidental, principalement américain.

Le mouvement des kibboutz avait traditionnellement fourni à l'armée son personnel d'encadrement, ses cadres techniques, ses pilotes, ses généraux. Cette tendance a complètement disparu aujourd'hui. Ceux qui vont remplir cette fonction, ce sont désormais les jeunes séminaristes fanatiques.

Ces colons devinrent très vite une force politique autonome, indépendante du jeu politique, soumise aux rabbins ultra-orthodoxes opposés au processus de paix, et pour laquelle la légitimité religieuse l'emporte sur la légitimité politique issue des élections.

La plupart de ces colons sont des jeunes séminaristes (Yéshiva Bahour) dont la croissance en Israël est impressionnante : ils étaient moins de 10 000 en 1948, et plus de 100 000 aujourd'hui. Dispensés du service militaire de trois ans auquel sont astreints les autres citoyens israéliens, ils vivent néanmoins armés dans les territoires occupés. Ils peuvent cependant étudier dans des « séminaires d'arrangement » avec l'armée, qui lient pendant cinq ans l'étude des textes sacrés à un entraînement militaire intensif.

Ygal Amir, l'assassin de Yitzhak Rabin, était l'un de ces séminaristes. Les véritables meurtriers de Rabin sont les rabbins qui ont incité le jeune séminariste au meurtre. L'arrestation d'un rabbin n'est évidemment pas concevable. Le gouvernement Peres devrait alors affronter à la fois un soulèvement des colons des implantations ultra-orthodoxes et l'opposition des unités combattantes de l'armée, elles-mêmes largement constituées de colons fondamentalistes : on voit que les intégristes juifs forment un élément déterminant de l'appareil de contrôle israélien sur les populations palestiniennes.

RAOULT BOULLARD

LE MONDE LIBERTAIRE

Ce numéro de... ne fera que... réputation qu... taire a acqui... pages, une ty... permet une... documents pho... font, sur le seu... ouvrage de qua... Mais, bien... avant tout, c'e... nous ne somme...

## Portraits

Non seulemen... retracée, ce qu... trouve aussi d... militants conn... qui, tous, ont... leur vie des ra... Voline. Ainsi, s... Sylvain Boulou... Charles Jacquie... Berthier, Did... Gomolinski, Gilb... prend connais... souvient de... Nestor Makhni... (fusillé en 1937... pour « tentative... l'anarchisme en... Steimer, Senya... Petrovitch Ma... Doubinsky, Andr... Louis Louvet, Sé... Picqueray, Niko... André Arru... Voline.

Nous suivons V... avant et penda... d'octobre, son acti... l'écrasement des... activité déborda... participation à... d'Espagne aux côt... la FAI, et à la R... groupe libertaire

## H sur l

« On est to... s'assied pas... même air. Tr... on rencontre... que tous les... enfants comm... qu'on dirait... en a. Fen ai r... Un livre pl... écrit par Ho... Quand j'avai... une de ses vi... s'occupe d'en... Dans Ces en... planète : les... Howard But... rence filmée

HISTOIRE

# « Itinéraire » se penche sur la vie et l'œuvre de Voline

Ce numéro d'*Itinéraire* de 84 pages ne fera que renforcer l'excellente réputation que ce périodique libertaire a acquise. Très bien mis en pages, une typographie claire qui permet une lecture facile, des documents photographiques rares en font, sur le seul aspect technique, un ouvrage de qualité.

Mais, bien sûr, ce qui compte avant tout, c'est le contenu. Et là, nous ne sommes pas déçus non plus.

## Portraits de militants

Non seulement la vie de Voline est retracée, ce qui va de soi, mais on trouve aussi des articles sur des militants connus et moins connus qui, tous, ont eu à un moment de leur vie des rapports étroits avec Voline. Ainsi, sous la signature de Sylvain Boulouque, Heiner Becker, Charles Jacquier, Pierre-Valentin Berthier, Didier Roy, Olivia Gomolinski, Gilberte de Puytorac, on prend connaissance ou l'on se souvient de militants tels que Nestor Makhno, Piotr Archinov (fusillé en 1937, en Union soviétique, pour « tentative de restauration de l'anarchisme en URSS » !), Mollie Steimer, Senya Flechine, Grigori Petrovitch Maximov, Jacques Doubinsky, André Prudhommeaux, Louis Louvet, Sébastien Faure, May Picqueray, Nikolaï Tchornadiouff, André Arru... sans oublier Léo Voline.

Nous suivons Voline dans sa lutte, avant et pendant la Révolution d'octobre, son action en France après l'écrasement des anarchistes, son activité débordante en France, sa participation à la guerre civile d'Espagne aux côtés de la CNT et de la FAI, et à la Résistance dans le groupe libertaire de Marseille créé

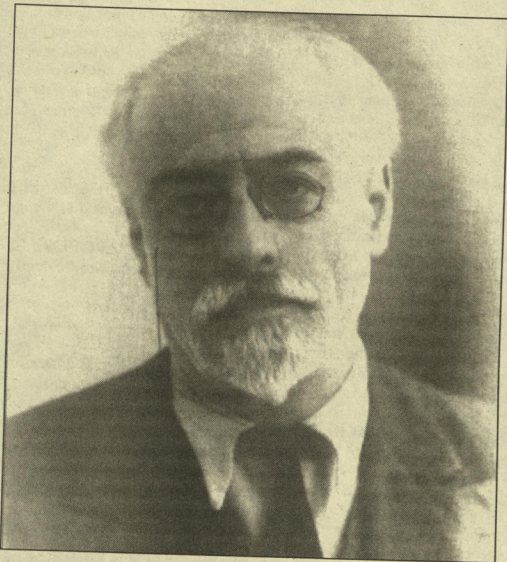


Photo extraite d'*Itinéraire* n° 13.

par A. Arru. Comme on aurait aimé connaître Voline, l'homme, le militant !...

## Discussions théoriques

Un remarquable article de Gaetano Manfredonia rappelle avec objectivité la discussion passionnée — sans excessive fraternité ! — qui secoua les milieux libertaires entre les deux guerres sur l'organisation. D'un côté, les plate-formistes, partisans d'une organisation très structurée (le nom leur est venu d'une brochure intitulée Plate-forme de l'organisation de l'Union générale

des anarchistes, publiée par un groupe d'anarchistes russes à l'étranger), de l'autre, les synthésistes, qui voulaient une organisation plus souple, pouvant regrouper divers courants de l'anarchisme. Voline défendait cette conception avec acharnement, alors que Makhno et Archinov étaient pour la plate-forme.

## Chronologie

Sous le titre : *Une vie de luttes*, Sylvain Boulouque nous donne une chronologie des événements auxquels prit part Voline ou qui

influencèrent le cours de sa vie. La période s'étend de 1825 à 1945. Sylvain Boulouque ajoute 1947, qui vit l'édition de *La Révolution inconnue*, parue deux ans après la mort de Voline, et 1986, date à laquelle fut rééditée cet ouvrage, enrichi des conclusions que le fils de Voline, Léo, avait retrouvées.

## « La Révolution inconnue »

J'ai dans les mains un exemplaire de la première édition, par les Amis de Voline, de *La Révolution inconnue*. Les feuilles en sont jaunies, le papier n'était pas fameux, à l'époque. Je le garde précieusement, car, pour moi, c'est un livre « fétiche ». Il révélait au néophyte que j'étais (j'avais adhéré à la Fédération anarchiste dans le courant de 1947, justement, et c'était le premier livre important que je lisais sur les libertaires) tout sur les anarchistes : leur philosophie, leurs pratiques, leur courage, leurs divisions... C'était formidable et, près de cinquante ans plus tard, je me rappelle encore l'impression que j'ai éprouvée.

Nous sommes tous égaux, d'accord, mais il y a quand même de sacrés bonhommes — et de sacrées « bonnes femmes » ! chez les anars. Ailleurs aussi, mais la particularité de ceux ou celles de chez nous, même s'ils ne se transforment pas en petits pères des peuples !

Bref, tout cela pour vous dire de ne manquer à aucun prix (sauf 60 francs) la lecture de ce numéro d'*Itinéraire* !

ANDRÉ DEVRIENDT

N.B. : *Itinéraire*, 1, bis rue Emilie, 77500 Chelles. En vente aussi à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SAINT-DENIS  
(Seine-Saint-Denis)  
SAMEDI 23 MARS  
Colloque  
« 100 ANS de PRESSE  
LIBERTAIRE »  
de 9 h à 17 h 30  
à la Chapelle  
des Carmélites  
(musée d'art et d'histoire)

avec  
ANDRÉ DEVRIENDT, directeur de publication du ML, co-fondateur du titre en 1954,  
FLORÉAL MELGAR, correcteur et membre du Syndicat du Livre CGT,  
HENRI BOUYÉ, co-fondateur de *Terre Libre*, animateur du *Libertaire* en 1945,  
FABRICE MAGNONE, historien,  
PHILIPPE ORIOL, écrivain (*Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus*),  
JACQUES TOUBLET, correcteur — section Retraités — Livre CGT.

Au musée, parallèlement à ce colloque se tiendra une  
**Exposition**  
en collaboration avec le secrétariat Histoire-Archives de la FA (SHA), le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Lausanne (CIRA) et l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam (IHS)

SAMEDI 23 MARS  
Gala de soutien  
au  
« Monde Libertaire »  
à 18 heures  
à la  
Bourse du Travail  
de SAINT-DENIS  
(rue Bobby-Sands, M° Saint-Denis-Porte-de-Paris)

## LIVRE

### Howard Buten sur la planète autiste

« On est tous différents. On bouge pas pareil, on s'assied pas pareil, on parle pas pareil ; on a pas le même air. Tous, on est différents. Et puis, un jour, on rencontre quelqu'un qui est encore plus différent que tous les autres. Un enfant, par exemple. Des enfants comme ça, si différents de tous les autres qu'on dirait qu'ils viennent d'une autre planète, il y en a, j'en ai rencontré. »

Un livre plein d'amour et de vie que le dernier écrit par Howard Buten, l'auteur notamment de *Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué*, écrivain dans une de ses vies, clown Buffo dans une autre, et qui s'occupe d'enfants autistes dans sa troisième vie.

Dans *Ces enfants qui ne viennent pas d'une autre planète : les autistes* (publié chez Gallimard, 85 F), Howard Buten raconte aussi un peu de cette différence filmée par Jean-Michel Carré.

PASCAL DIDIER

## ESSAI

### « Les Coquelicots sont revenus »

Michel Ragon - éditions Albin Michel

C'est après avoir confié le livre aux quelques voisins, agriculteurs, de mon environnement creusois et après avoir entendu leurs commentaires plus que favorables que j'écris ce papier.

Essai, pamphlet plutôt que roman, le dernier né de Michel Ragon. Au jour d'aujourd'hui, à travers le destin de cinq agriculteurs, le drame des campagnes, mises au carré, laminées par les eurocrates, les ingénieurs, les banques, les énarques...

Comme les papillons autour de la lampe ils virevoltent, girouettes au gré des grands trusts agroalimentaires et se retrouvent témoins, crédules, incrédules, impuissants de leur propre faillite. Avant la fin du vingtième siècle, c'est-à-dire demain, 400 000 agriculteurs auront quitté les champs.

Michel Ragon questionne, interpelle, constate. L'homme des campagnes, s'il veut continuer à y

survivre, ne peut qu'entreprendre une économie de résistance ; retour de l'harmonie avec la nature et refus de l'industrialisation, de la technologie à outrance. Un grand livre très bien documenté pour un grand débat. En libertaire conscient, conséquent, Michel Ragon nous conte ces histoires individuelles, des champs comme des villes, qui se brisent en rafales de vagues sur la digue des folles étatiques. Sans cesse et... sans cesse renouvelée « la mémoire des vaincus » ne saurait s'éteindre tant qu'il demeurera un souffle de vie sur cette terre. D'où ce titre optimiste *Les Coquelicots sont revenus*. Ouais, en attendant le temps des cerises, les coquelicots toujours reflueront.

THÉOPHILE

N.B. : *Les Coquelicots sont revenus*, Michel Ragon, éditions Albin Michel. Prix : 98 F.

BELGIQUE : LES SANS-ABRI REVENDIQUENT LE MINIMEX DE RUE

# La rue pour les uns... le Ritz pour les autres

**J**E SUIS NÉ, un beau jour, dans un milieu modeste. A l'école, on m'a dit que le travail me conduirait au bonheur. A la maison, on me disait que quand je serai grand je ferai ce que je voudrai. Tout cela était faux.

Je ne suis pas né égal et libre, comme il est dit dans la Charte des droits de l'homme, mais endetté de dix millions [de francs belges, NdIR], en tant que citoyen belge : la part de la dette publique correspondant à ma tête. Dette à laquelle je n'ai pas souscrit. Je ne suis pas né libre puisque je devrai assumer le paiement de ces sommes folles dues au mensonge et aux plans occultes des mandataires publics. Je ne suis pas né égal puisqu'il va sans dire que la gestion de ce trou financier — au nom duquel le pouvoir fait de nous des inactifs hyper-contrôlés, surtaxés et désespérés — apporte la fortune à ceux qui le gèrent, les banques.

Qu'avec des milliers d'autres, en Belgique, qu'avec cinq millions d'Européens, je me suis retrouvé sur le pavé (alors qu'autour de moi des immeubles naguère habitables viraient à l'insalubrité, pour cause d'abandon et de spéculation) témoigne que des luttes ouvrières du siècle dernier, ce n'est pas vraiment de la démocratie qui est sortie. Ou du moins que cette caricature de démocratie était plus que jamais empoisonnée par le fric, le mensonge et la domination.

Fallait-il être sorcier pour deviner, dans les premières années de la « crise », que cette démocratie de façade — qui nous offrait pour modèle unique un rêve bourgeois accessible seulement à coups de fric — cachait un enfer en puissance. Un enfer produit par les lois du fric : très facile d'en faire, pourvu d'avoir la mise de départ. « Cours toujours, si tu ne possèdes que ta peau et ta force de travail ». Le fric générant le fric, et celui-ci étant mal réparti ; la pauvreté ne générant que la misère et celle-ci devenant générale, il était d'une logique quasi-inexorable que disparaisse petit à petit la classe moyenne pour que s'installe cette société double : très peu de riches d'un

côté et beaucoup trop de pauvres de l'autre.

Fallait-il que nous fussions volontairement aveugles pour ne pas nous rendre compte que l'injustice était au cœur des processus sociaux ? Fallait-il que pense trop bien remplie ne pense point, n'eût point d'oreille ?

Est-il honnête que ce système économique (capitaliste), pour se réaliser, exige la mise à sac de la planète. Cette monstrueuse « course à la fortune » devant laquelle trop de gens s'agenouillent, et qui pour nous foutre le vertige exige que soit laissée pour compte l'aspiration au bonheur des masses, et, parmi elles, de ceux comme moi pour qui les valeurs primordiales ne sont pas forcément les dollars, la gloire et la puissance ?

Est-elle juste enfin cette société asociale et inhumaine du mirage technologique, brisant encore et encore du rêve ? Cette pseudo-civilisation où il est plus tenu compte d'une abstraction inessentielle et monstrueuse telle que l'annulable dette publique que les besoins communs à tous : ceux d'un corps humain et de ce « plus », la conscience.

Vaut-elle le moindre sacrifice cette société où le sale fric des uns provient du désespoir et de l'aliénation des autres ? Où la graisse d'un potentat nous assenant ses paralytants éloges de l'austérité (arnaque morale produite d'une dette bidon) soit faite de la nourriture volée à un enfant non-né parce que ses parents potentiels, par la conscience qu'ils ont d'un horizon bouché, en viennent à penser que la meilleure façon de l'aimer serait de ne pas... le mettre au monde. La misère, demain, sera encore probablement plus noire. Faut-il que l'économisme, nouvelle croyance morbide, reçoive en holocauste toute joie de vivre ?

En attendant que là-haut, là où se prennent les décisions, le sentiment de justice se fasse un lit dans les consciences, à la place de la cupidité... En attendant que le monde soit libéré du fantôme criminel des dettes publiques et que le grand nombre ne survive

plus, mais recommence à vivre en redevenant créateur... il nous semble bien que le Minimex [le RMI belge, NdIR] de rue et un logement décent pour tous ne sont que des revendications légitimes et minimales. Ces « droits » ne sont-ils pas théoriquement garantis par la loi, par les droits de l'homme ?

Intolérable, ce monde en est réduit à un livre de comptes où l'équilibre budgétaire de l'Etat pèse plus que le bonheur de chacun ; où une abstraction tyrannique — la dette publique — conduit à la régression sociale ; où la déraison de l'Etat prime la vie humaine.

Nous avons le droit de vivre. Oui ! Et pour ce faire, décevant, il nous faut un minimum de cet argent, puisque tout se monnaie dans cette société. Il nous faut un minimum de cette prétendue valeur d'échange devenue une fin en soi et dont la possession concentrée donne le pouvoir.

Si, pour l'heure, il arrive à des politiques de faire des déclarations en faveur du Minimex de rue, contre la misère sociale, cela ne signifie pas que ce soit fait : trois ans ont passé depuis l'adoption de la loi Onkelinx sur la réquisition des logements vides. On en attend toujours l'application !

## Ne comptons que sur nous-mêmes !

Pour que cela bouge, nous, « Les Compagnons du Partage », savons fort bien qu'il ne nous faut compter que sur nous-mêmes. Notre combat ne concerne pas que notre vie à nous : personne n'est à l'abri de la misère-crise, d'une mauvaise passe pleine de revers. On se retrouve vite à la belle étoile... cruelle lorsqu'il gèle. Dans ces situations, c'est sur notre volonté collective de s'en sortir ensemble qu'il faut compter, plutôt que sur la bonne volonté hypothétique des élus. On peut toujours soupçonner ces « prometteurs de beaux jours » d'un calcul électoral perpétuel.

C'est pour réclamer notre dû, libérer notre bonheur de la connerie instituée, de la fumisterie érigée en dogme, que nous serons présents au parc du Cinquantenaire, à Bruxelles, dans la nuit du 28 au 29 février, et que nous vous y invitons tous (apportez votre sac de couchage ; la nourriture et les boissons vous seront fournies gratuitement sur place).

C'est pour clamer, devant l'Europe entière, l'insupportable de cette situation que nous vous invitons à nous accompagner, le 29 février au matin devant la Présidence de la Commission de l'Union européenne. Ça ne concerne pas que Dehaene : il y a cinq millions de sans-abri en Europe.

C'est pour échanger nos expériences et construire les bases d'une Union européenne contre la misère sociale que nous vous invitons à participer aux Rencontres internationales des 2 et 3 mars, au Château de la Solitude.

ALAIN SIENAERT  
des Compagnons du Partage  
et  
JEAN-MARC PLACLET  
d'Alternative libertaire

Groupe FA du Mans  
c/o SARTHE  
LIBERTAIRE  
Maison  
des Associations  
4, rue d'Arcole  
salle 23 - 3<sup>e</sup> étage  
72000 LE MANS.

Permanence :  
mercredi, 18 h - 19 h

## PAS DE LIBERTÉ PAS D'ÉGALITÉ DES DROITS SANS ÉGALITÉ SOCIALE

Pour supprimer  
la misère,  
l'exploitation,  
c'est la société  
qu'il faut changer !



AFFICHE sur l'EGALITÉ SOCIALE

5 F l'unité ; 50 F les 50 exemplaires (+10% de frais de port).  
A commander à : PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## SOMMAIRE

Page 1 : Tous ensemble, tous ensemble ! Mais pour quoi faire ? (suite p. 2). Ecole : l'Etat parque et contrôle (suite p. 5).  
Page 2 : Tous ensemble, tous ensemble ! Mais pour quoi faire ? (suite de la « une »). Le regard de l'oppression.  
Page 3 : Les fractures de la CFDT, Tous ensemble continuons la lutte, Rendez-vous.  
Page 4 : C'est arrivé en face de chez moi ça peut arriver... près de chez vous ! Nouvelles du front, Solidarité avec Nadia Kurys.  
Page 5 : Ecole : l'Etat parque et contrôle (suite de la « une »), A la petite semaine : Révisionnisme, Associations.  
Page 6 : De l'assassinat d'Yitzhak Rabin aux élections palestiniennes.  
Page 7 : Itinéraire se penche sur la vie et l'œuvre de Voline, Les Coquelicots sont revenus, Howard Buten sur la planète autiste.  
Page 8 : La rue pour les uns... le Ritz pour les autres.

LES ACTIVITÉS  
LIBERTAIRES  
ET ANARCHO-  
SYNDICALISTES  
EN CHARENTE-MARITIME

Le groupe Bakounine de la FA  
a une nouvelle adresse :  
ADIL, BP 3,  
17350 Port d'Envaux.

C'est également la boîte  
postale des adhérents de  
l'union départementale CNT.

Que toutes celles  
et tous ceux intéressé(e)s  
par l'éducation libertaire,  
le système des services  
d'échanges locaux,  
la création d'un groupe de  
l'Observatoire international  
des prisons et bien d'autres  
choses encore n'hésitent pas  
à y écrire.

« LES PAS-SAGES  
DES VIGNOLES »  
vous invitent  
au vernissage  
de l'exposition  
MARIE ROIRANT  
le 23 février  
à partir de 18 h

EXPOSITION  
du 23 au 29 février  
« Les Pas-sages  
des Vignoles »,  
33, rue des Vignoles,  
75020 Paris.  
Tél. : 43.56.28.17.

## Agir contre la misère sociale

- Mercredi 28 février, 18 h : on dort dehors, ensemble, sur l'esplanade du Cinquantenaire, à Bruxelles.
  - Jeudi 29 février, 8 h : rassemblement devant la Commission de l'Union européenne, pour la remise du cahier de doléances contre la misère sociale.
  - Samedi 2 et dimanche 3 mars : rencontres internationales, au Château de la Solitude, à Bruxelles, entre les acteurs présents sur le terrain (SDF, chômeurs, précaires...).
- Organisateurs :
- LES COMPAGNONS DU PARTAGE, Château de la Solitude, 54, avenue Charles-Schaller, 1160 Bruxelles. Tél. : 02/645.63.71.
  - ALTERNATIVE LIBERTAIRE, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/736.27.76.